

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2019 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2018, nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Le 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté une nouvelle norme comptable, l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), qui est présentée à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » du présent rapport de gestion. L'adoption de l'IFRS 16 a eu une incidence importante sur les résultats présentés. Conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue, nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de l'exercice précédent.

À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux PCGR, de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2018. En avril 2019, nous avons vendu notre division de l'édition, y compris nos marques de magazines imprimés et numériques, à St. Joseph Communications.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 22 juillet 2019 et a été approuvé à cette date par le comité d'audit et de risque du conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « deuxième trimestre » désignent la période de trois mois close le 30 juin 2019, l'expression « premier trimestre » désigne celle close le 31 mars 2019, et les expressions « semestre », « semestre considéré » et « semestre à l'étude » s'entendent de la période de six mois close le 30 juin 2019, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2018 ou au 31 décembre 2018, selon le cas.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

3	Faits saillants financiers trimestriels	30	Engagements et obligations contractuelles
5	Faits saillants stratégiques	30	Évolution de la réglementation
6	Sommaire des résultats financiers consolidés	32	Mise à jour sur les risques et les incertitudes
7	Résultats de nos secteurs à présenter	33	Estimations et méthodes comptables critiques
14	Revue de la performance consolidée	36	Objectifs financiers
17	Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	36	Indicateurs clés de performance
23	Survol de l'état de la situation financière	37	Mesures non conformes aux PCGR
24	Situation financière	41	Autres renseignements
26	Gestion des risques financiers	43	À propos des énoncés prospectifs

Faits saillants financiers trimestriels

Produits

Le total des produits et le total des produits tirés des services ont progressé de 1 % pour le trimestre à l'étude, en grande partie sous l'effet d'une hausse de 3 % des produits tirés des services de Sans-fil. La solide croissance des produits tirés des services de Sans-fil est principalement attribuable au nombre accru d'abonnés aux services facturés et à l'accroissement constant des PMPA mixtes; ceux-ci se sont élevés pour le treizième trimestre de suite.

Les produits de Cable ont augmenté de 1 % pour le trimestre considéré, car la croissance de 7 % des revenus tirés des services d'accès Internet a continué de soutenir la progression de ce secteur.

Les produits de Media ont diminué de 3 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique principalement par la vente de notre division de l'édition au début d'avril 2019 et la baisse des revenus provenant des Blue Jays de Toronto; ces facteurs ont été en partie compensés par la hausse des produits tirés de Sportsnet. Exclusion faite de l'incidence de la vente de nos activités d'édition, les produits de Media pour le trimestre auraient été les mêmes qu'au trimestre correspondant de 2018.

BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a augmenté de 9 % pour le trimestre à l'étude, tandis que la marge du BAIIA ajusté a progressé de 330 points de base. L'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation du BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent parce que nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018, ce qui a compté pour 3 points de pourcentage de la croissance, dont l'incidence s'est surtout fait sentir dans le secteur Sans-fil.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a progressé de 10 %, ce qui a donné une marge de 50,3 %, soit une hausse de 380 points de base par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la solide croissance des produits tirés des services de ce secteur et à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 3 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la migration constante de la composition des produits au profit des services d'accès Internet à marge supérieure et à diverses mesures de réduction des coûts. Par conséquent, la marge s'est établie à 47,9 % pour le trimestre considéré, soit une hausse de 130 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Media a augmenté de 20 % au cours du trimestre considéré, principalement sous l'effet des salaires moins élevés liés aux Blue Jays de Toronto.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont augmenté de 10 % et de 8 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude, principalement en raison de la hausse du BAIIA ajusté mentionnée ci-dessus.

Souplesse financière et évolution du réseau portées par de substantiels flux de trésorerie

Nous avons continué de dégager de substantiels flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, soit 1 057 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui équivaut à une progression de 1 %, et des flux de trésorerie disponibles de 609 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 2 %.

Nos solides résultats financiers nous permettent de continuer à investir dans notre réseau et nos avoirs de spectre et à renforcer notre bilan et nos liquidités tout en versant en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires au moyen de dividendes et de rachats d'actions. Nous avons en effet versé des dividendes de 257 millions de dollars au cours du trimestre considéré, et procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 0,7 million d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote (les « actions de catégorie B sans droit de vote »), d'une valeur de 50 millions de dollars, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités; à la fin du trimestre, notre ratio d'endettement s'établissait à 3,0, contre 2,5 à la fin de 2018, en raison de l'acquisition de licences de spectre de la bande de 600 MHz pour 1,7 milliard de dollars (incidence de 0,3) au cours du trimestre et de l'adoption de l'IFRS 16 (incidence de 0,2).

Faits saillants stratégiques

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons lancé Infini de Rogers^{MC}, gamme de forfaits de données illimitées sans frais d'utilisation excédentaires.
- Nous avons lancé un programme de financement des appareils sur 24 mois et sur 36 mois sans mise de fonds et sans intérêt, offert avec les forfaits Infini de Rogers^{MC}.
- Nous avons inscrit un taux d'attrition des services facturés de Sans-fil de 0,99 % pour un deuxième trimestre de suite.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons acquis des licences de spectre de la bande de 600 MHz qui constituent un fondement essentiel pour la technologie 5G, et ce, pour toutes les provinces et tous les territoires canadiens.
- Nous avons poursuivi les essais et le déploiement de la technologie prête pour la 5G, en réalisant notamment des essais de transmission de données avec la 5G à Ottawa, à Toronto et à Vancouver.
- Nous avons annoncé le lancement d'un centre d'incubation d'innovations 5G qui procédera à la mise à l'essai d'applications 5G et de cas d'utilisation de cette technologie; ce centre sera situé au sein de Communitel, à Waterloo.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous avons lancé Télé Élan à Terre-Neuve.
- Nous avons lancé l'application Centre Élan WiFi^{MC}, qui donne à tous les clients du service Télé Élan le contrôle ultime de leur expérience sans fil.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- Le total des produits tirés des services a progressé de 1 % et le BAIIA ajusté, de 9 %.
- Le MFMPA mixte et les PMPA mixtes de Sans-fil ont augmenté de 4 % et de 2 %, respectivement.
- Nous avons remboursé plus de 300 millions de dollars aux actionnaires en dividendes et en rachats d'actions.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- Nous avons atteint une cote de motivation des employés de 85 % pour l'ensemble de l'entreprise, soit cinq points de plus que la cote des meilleures entreprises mondiales de notre catégorie.
- Nous avons été inscrits à l'indice LGBT des entreprises cotées canadiennes; cet indice consacre les entreprises qui font progresser l'égalité.
- Nous avons annoncé un investissement de 10 millions de dollars pour soutenir la création à l'Université Ryerson d'un nouveau centre de cybersécurité axé sur le développement de diverses compétences numériques de l'avenir et nous aider à combler nos besoins continuels en main-d'œuvre qualifiée en cybersécurité.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- Nous avons consacré 20 000 heures de bénévolat lors de 80 événements organisés dans tout le Canada à l'occasion de nos deuxièmes journées annuelles de bénévolat.
- Nous avons remis des bourses à 362 jeunes dans le cadre de notre programme de Bourses d'études Ted Rogers.
- Notre programme Branché sur le succès, qui permet un accès Internet abordable, a été offert à 315 partenaires fournissant des logements sans but lucratif.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018 ¹	Variation en %	2019	2018 ¹	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 244	2 214	1	4 433	4 405	1
Cable	997	991	1	1 973	1 960	1
Media	591	608	(3)	1 059	1 140	(7)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(52)	(57)	(9)	(98)	(116)	(16)
Produits	3 780	3 756	1	7 367	7 389	–
Total des produits tirés des services ²	3 345	3 300	1	6 488	6 427	1
BAlIA ajusté ³						
Sans-fil	1 128	1 029	10	2 143	1 963	9
Cable	478	462	3	923	895	3
Media	72	60	20	(12)	83	n. s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(43)	(47)	(9)	(84)	(99)	(15)
BAlIA ajusté	1 635	1 504	9	2 970	2 842	5
Marge du BAlIA ajusté ³	43,3 %	40,0 %	3,3 pts	40,3 %	38,5 %	1,8 pt
Bénéfice net	591	538	10	982	963	2
Bénéfice de base par action	1,15 \$	1,04 \$	11	1,91 \$	1,87 \$	2
Bénéfice dilué par action	1,15 \$	1,04 \$	11	1,90 \$	1,86 \$	2
Résultat net ajusté ³	597	554	8	1 002	1 031	(3)
Résultat par action de base ajusté ³	1,17 \$	1,08 \$	8	1,95 \$	2,00 \$	(3)
Résultat par action dilué ajusté ³	1,16 \$	1,07 \$	8	1,94 \$	1,99 \$	(3)
Dépenses d'investissement	742	657	13	1 359	1 262	8
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 048	1	2 055	1 933	6
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	609	595	2	1 014	1 036	(2)

n. s. – non significatif

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités par suite de ce changement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAlIA ajusté, la marge du BAlIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir plus de précisions.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 813	1 761	3	3 560	3 448	3
Produits tirés du matériel	431	453	(5)	873	957	(9)
Produits	2 244	2 214	1	4 433	4 405	1
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	467	488	(4)	968	1 049	(8)
Autres charges opérationnelles	649	697	(7)	1 322	1 393	(5)
Charges opérationnelles	1 116	1 185	(6)	2 290	2 442	(6)
BAlIA ajusté	1 128	1 029	10	2 143	1 963	9
Marge du BAlIA ajusté	50,3 %	46,5 %	3,8 pts	48,3 %	44,6 %	3,7 pts
Dépenses d'investissement	390	240	63	672	500	34

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	351	389	(38)	646	766	(120)
Ajouts nets d'abonnés	77	122	(45)	100	217	(117)
Total des abonnés aux services facturés ²	9 257	8 921	336	9 257	8 921	336
Attrition (mensuelle)	0,99 %	1,01 %	(0,02) pt	0,99 %	1,04 %	(0,05) pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	199	191	8	370	354	16
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	8	(13)	21	(48)	(73)	25
Total des abonnés aux services prépayés ^{2,3}	1 451	1 705	(254)	1 451	1 705	(254)
Attrition (mensuelle)	4,43 %	3,98 %	0,45 pt	4,57 %	4,11 %	0,46 pt
MFMPA mixte (mensuel)	67,16 \$	64,80 \$	2,36 \$	65,81 \$	63,74 \$	2,07 \$
PMPA mixtes (mensuels)	56,73 \$	55,60 \$	1,13 \$	55,36 \$	54,64 \$	0,72 \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Au 1^{er} avril 2019, nous avons ajusté le nombre d'abonnés aux services prépayés de Sans-fil, en retranchant 127 000 abonnés par suite d'une modification de notre politique de mise hors service visant à rendre celle-ci plus conforme à l'usage dans le secteur; la mise hors service n'intervient plus après 180 jours, mais après 90 jours.

Produits tirés des services

La hausse de 3 % des produits tirés des services du trimestre et du semestre considérés est attribuable aux facteurs suivants :

- un nombre accru d'abonnés aux services facturés;
- l'accroissement de 2 % des PMPA mixtes pour le trimestre à l'étude et de 1 % pour le semestre, par suite essentiellement de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés de nos diverses marques.

L'augmentation de 4 % du MFMPA mixte du trimestre considéré et de 3 % du semestre à l'étude est attribuable à la croissance des produits tirés des services mentionnée plus haut.

La baisse des ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 s'explique par notre approche disciplinée de gestion des abonnés et par un ralentissement général des marchés au cours de l'exercice à l'étude en regard de l'exercice précédent. Nous croyons que le taux d'attrition plus bas que jamais inscrit pour le trimestre et le semestre considérés pour les services facturés découle de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à l'amélioration de notre service à la clientèle et à la qualité toujours supérieure de notre réseau.

Produits tirés du matériel

La baisse de 5 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré et celle de 9 % pour le semestre à l'étude découlent des éléments suivants :

- la baisse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- facteur en partie compensé par une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La baisse de 4 % du coût du matériel pour le trimestre considéré et celle de 8 % pour le semestre à l'étude s'expliquent par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, mentionnée ci-dessus;
- facteur en partie contrebalancé par une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé.

Autres charges opérationnelles

La baisse de 7 % des autres charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude et celle de 5 % pour le semestre considéré sont attribuables principalement aux éléments suivants :

- l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16;
- diverses mesures de réduction des coûts.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 10 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude et celle de 9 % pour le semestre considéré s'expliquent par les variations des produits et des charges susmentionnées.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	573	538	7	1 114	1 044	7
Services de télévision	355	357	(1)	712	722	(1)
Services de téléphonie	65	93	(30)	141	189	(25)
Produits tirés des services	993	988	1	1 967	1 955	1
Produits tirés du matériel	4	3	33	6	5	20
Produits	997	991	1	1 973	1 960	1
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	6	4	50	11	9	22
Autres charges opérationnelles	513	525	(2)	1 039	1 056	(2)
Charges opérationnelles	519	529	(2)	1 050	1 065	(1)
BAlIA ajusté	478	462	3	923	895	3
Marge du BAlIA ajusté	47,9 %	46,6 %	1,3 pt	46,8 %	45,7 %	1,1 pt
Dépenses d'investissement	285	352	(19)	574	649	(12)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	22	23	(1)	36	49	(13)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 466	2 370	96	2 466	2 370	96
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(26)	(9)	(17)	(54)	(21)	(33)
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	1 631	1 719	(88)	1 631	1 719	(88)
Services de téléphonie						
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(10)	3	(13)	(20)	12	(32)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 096	1 120	(24)	1 096	1 120	(24)
Foyers branchés ²	4 412	4 344	68	4 412	4 344	68
Nombre total d'abonnés ³						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	(14)	17	(31)	(38)	40	(78)
Nombre total d'abonnés ²	5 193	5 209	(16)	5 193	5 209	(16)

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

L'augmentation de 1 % des produits pour le trimestre et le semestre considérés s'explique par :

- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet et la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- la migration des clients des services de télévision vers des services à contenu amélioré;
- les changements apportés à la tarification des services d'accès Internet et de télévision;
- facteurs en partie contrebalancés par l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- les réductions d'abonnés aux services de télévision.

Produits tirés des services d'accès Internet

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 7 % pour le trimestre et le semestre considérés. Ces augmentations sont attribuables aux facteurs suivants :

- une migration générale des clients vers des services d'accès Internet offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par les prix promotionnels offerts aux abonnés.

Produits tirés des services de télévision

La baisse de 1 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre et du semestre considérés s'explique par :

- la réduction générale du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- facteur en partie compensé par la migration des clients vers des services à contenu amélioré;
- les nouveaux abonnés à Télé Élan.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 30 % pour le trimestre à l'étude et de 25 % pour le semestre considéré, en raison surtout de la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, qui se traduit par des rabais plus élevés pour les services de téléphonie, ainsi que du recul général du nombre d'abonnés aux services de téléphonie par rapport à l'an dernier.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 2 % pour le trimestre considéré et de 1 % pour le semestre à l'étude, en raison de diverses mesures de réduction des coûts.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 3 % pour le trimestre et le semestre considérés en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits	591	608	(3)	1 059	1 140	(7)
Charges opérationnelles	519	548	(5)	1 071	1 057	1
BAIIA ajusté	72	60	20	(12)	83	n. s.
Marge du BAIIA ajusté	12,2 %	9,9 %	2,3 pts	(1,1) %	7,3 %	(8,4) pts
Dépenses d'investissement	17	14	21	39	29	34

Produits

La baisse de 3 % des produits pour le trimestre considéré et celle de 7 % pour le semestre à l'étude s'expliquent par :

- la vente de notre division de l'édition au cours du trimestre;
- la diminution des produits tirés des Blue Jays de Toronto;
- facteurs en partie compensés par la hausse des produits tirés de la publicité et des abonnements générés par nos propriétés de Sportsnet.

La variation à la baisse des produits de Media pour le semestre à l'étude s'explique aussi par la distribution versée au cours du premier trimestre de 2018 par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto. Exclusion faite de la vente de notre division de l'édition et de la distribution reçue de la ligue majeure à l'exercice précédent, les produits de Media seraient restés stables pour le trimestre et le semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 5 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique par :

- la baisse des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto, attribuable en partie à l'effet sur le calendrier de versement des salaires des échanges de joueurs effectués au premier trimestre de 2019;
- le repli des coûts liés à l'édition par suite de la vente de cette division;
- facteurs en partie annulés par la hausse des coûts liés à la programmation.

Les facteurs susmentionnés ont aussi joué sur les charges opérationnelles du semestre à l'étude, dont l'augmentation de 1 % résulte également de l'effet sur le calendrier de versement des salaires des échanges de joueurs effectués par les Blue Jays de Toronto au cours du premier trimestre de 2019.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 20 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude et sa diminution pour le semestre considéré découlent des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Dépenses d'investissement ¹						
Sans-fil	390	240	63	672	500	34
Cable	285	352	(19)	574	649	(12)
Media	17	14	21	39	29	34
Siège social	50	51	(2)	74	84	(12)
Dépenses d'investissement ¹	742	657	13	1 359	1 262	8
Intensité du capital ²	19,6 %	17,5 %	2,1 pts	18,4 %	17,1 %	1,3 pt

¹ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre et le semestre à l'étude découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre et le semestre considérés découle de la baisse des investissements dans le matériel installé chez l'abonné, contrée en partie par la hausse des investissements que nous avons consacrés aux technologies de l'information. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure hybride fibre optique-câble coaxial au moyen du déploiement additionnel de fibre optique et d'activités de segmentation en nœuds. Ce déploiement et ces améliorations contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable.

Media

La hausse des dépenses d'investissement du secteur Media du trimestre et du semestre à l'étude s'explique par l'augmentation des investissements dans la rénovation du Centre Rogers et a été en partie contrebalancée par la diminution des investissements dans notre infrastructure de diffusion et de technologies de l'information ainsi que par la vente de notre division de l'édition.

Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social du trimestre et du semestre considérés découle du fait que les dépenses consacrées à la technologie de l'information avaient été plus élevées en 2018.

Intensité du capital

Le total de l'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre et du semestre à l'étude en raison de la hausse des dépenses d'investissement décrite plus haut, en partie contrebalancée par la hausse du total des produits.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 635	1 504	9	2 970	2 842	5
Déduire (ajouter) :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	614	545	13	1 223	1 089	12
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	–	(11)	(100)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	50	59	69	(14)
Charges financières	206	193	7	395	412	(4)
Autres (produits) charges	(1)	2	n. s.	(14)	(21)	(33)
Charge d'impôt sur le résultat	186	200	(7)	325	341	(5)
Bénéfice net	591	538	10	982	963	2

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	567	535	6	1 131	1 065	6
Amortissement des immobilisations incorporelles	5	10	(50)	9	24	(63)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles avant l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	572	545	5	1 140	1 089	5
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation ¹	42	–	–	83	–	–
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	614	545	13	1 223	1 089	12

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

Le montant total des amortissements a augmenté au cours du trimestre et du semestre considérés en raison de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation faisant suite à l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 et de la hausse des dépenses d'investissement au cours des derniers exercices. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons engagé 39 millions de dollars et 59 millions de dollars (26 millions de dollars et 69 millions de dollars en 2018), respectivement, en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. Ces frais se composent d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs ainsi que de frais de résiliation de contrats et autres frais.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	187	176	6	360	363	(1)
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	3	–	6	5	20
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	–	28	(100)
(Profit) perte de change	(27)	65	n. s.	(72)	73	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	29	(54)	n. s.	73	(59)	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(4)	(5)	(20)	(9)	(10)	(10)
Autres	3	8	(63)	8	12	(33)
Charges financières avant les intérêts sur les obligations locatives	191	193	(1)	366	412	(11)
Intérêts sur les obligations locatives ²	15	–	n. s.	29	–	n. s.
Total des charges financières	206	193	7	395	412	(4)

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et la dette à long terme.

² Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

L'augmentation de 7 % des charges financières du trimestre à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- les intérêts sur les obligations locatives par suite de l'adoption de l'IFRS 16
- l'accroissement de l'encours de la dette par suite des émissions de titres d'emprunt d'avril 2019 (se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières »).

La diminution de 4 % des charges financières du semestre à l'étude découle principalement de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme comptabilisée à l'exercice précédent par suite du remboursement anticipé de certains billets de premier rang. Exclusion faite de cette perte, les charges financières se seraient accrues de 3 % par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,7 %	26,7 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	777	738	1 307	1 304
Charge d'impôt sur le résultat calculée	207	197	349	348
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible	–	2	1	–
Partie non déductible (non imposable) des pertes (profits) au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	2	3	1	(1)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	(23)	–	(23)	–
Tranche non imposable des gains en capital	–	(2)	–	(8)
Autres éléments	–	–	(3)	2
Total de la charge d'impôt sur le résultat	186	200	325	341
Taux d'impôt effectif	23,9 %	27,1 %	24,9 %	26,2 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	101	81	246	191

Les taux d'impôt effectifs du trimestre et du semestre à l'étude ont été inférieurs au taux d'impôt prévu par la loi, en raison surtout de la réduction du taux d'impôt des sociétés en Alberta sur une période de quatre ans.

L'impôt sur le résultat payé en trésorerie a augmenté au cours du trimestre et du semestre considérés en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Bénéfice net	591	538	10	982	963	2
Bénéfice de base par action	1,15 \$	1,04 \$	11	1,91 \$	1,87 \$	2
Bénéfice dilué par action	1,15 \$	1,04 \$	11	1,90 \$	1,86 \$	2

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 635	1 504	9	2 970	2 842	5
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	614	545	13	1 223	1 089	12
Charges financières ²	206	193	7	395	384	3
Autres produits	(1)	2	n. s.	(14)	(21)	(33)
Charge d'impôt sur le résultat ³	219	210	4	364	359	1
Résultat net ajusté ¹	597	554	8	1 002	1 031	(3)
Résultat par action de base ajusté ¹	1,17 \$	1,08 \$	8	1,95 \$	2,00 \$	(3)
Résultat par action dilué ajusté ¹	1,16 \$	1,07 \$	8	1,94 \$	1,99 \$	(3)

¹ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 28 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018.

³ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte de recouvrements de 10 millions de dollars et de 16 millions de dollars (10 millions de dollars et 18 millions de dollars en 2018) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, respectivement, liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, la charge d'impôt sur le résultat exclut également un recouvrement de 23 millions de dollars (néant en 2018) faisant suite à des modifications des lois fiscales.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 506	1 402	2 882	2 656
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(209)	(128)	(222)	(149)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 297	1 274	2 660	2 507
Impôt sur le résultat payé	(101)	(81)	(246)	(191)
Intérêts payés	(139)	(145)	(359)	(383)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 048	2 055	1 933
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(742)	(657)	(1 359)	(1 262)
Entrées de droits de diffusion	(7)	(6)	(14)	(12)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	26	(57)	(81)	(195)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	(1 731)	–	(1 731)	–
Autres	(7)	1	(10)	11
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(2 461)	(719)	(3 195)	(1 458)
Activités de financement				
(Remboursements sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	(642)	1 355	(212)	507
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net	2 676	(1 761)	2 276	(823)
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(93)	362	(104)	346
Remboursements de principal des obligations locatives ¹	(38)	–	(79)	–
Coûts de transaction engagés	(33)	–	(33)	(16)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	(69)	–	(205)	–
Dividendes payés	(257)	(247)	(504)	(494)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	1 544	(291)	1 139	(480)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	140	38	(1)	(5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à l'ouverture de la période	264	(49)	405	(6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à la clôture de la période	404	(11)	404	(11)

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Les chiffres comparatifs de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

Activités opérationnelles

La hausse de 1 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré et celle de 6 % pour le semestre à l'étude sont attribuables à l'incidence des éléments hors trésorerie sur le résultat et à l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019. L'effet de l'IFRS 16 a été annulé par une réduction des entrées de trésorerie liées aux activités de financement.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons consacré 742 millions de dollars et 1 359 millions de dollars, respectivement, aux dépenses d'investissement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit plus que pour les mêmes périodes de 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Acquisitions et autres transactions stratégiques

Au cours du trimestre considéré, nous avons versé 1 731 millions de dollars en contrepartie de l'acquisition de licences de spectre de la bande de 600 MHz.

Activités de financement

Pendant le trimestre et le semestre considérés, nous avons reçu des sommes nettes de 1 908 millions de dollars et de 1 927 millions de dollars (remboursé une somme de 44 millions de dollars et reçu une somme de 14 millions de dollars en 2018), respectivement, sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, y compris les coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(en millions de dollars)	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2019	2018
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	1 339	1 605
Total des emprunts à court terme	1 989	2 255

Le 1^{er} avril 2019, nous avons contracté une facilité de crédit non renouvelable de 2,2 milliards de dollars américains (2,9 milliards de dollars). Au cours du trimestre, nous avons prélevé sur cette facilité 420 millions de dollars américains (561 millions de dollars); par la suite, nous avons remboursé 420 millions de dollars américains (564 millions de dollars). Parallèlement à ces prélèvements, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé aux prélèvements effectués sur la facilité de crédit non renouvelable. Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette comme couvertures à des fins comptables. Le 3 mai 2019, nous avons résilié la facilité de crédit non renouvelable.

Les tableaux ci-dessous présentent le sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	2 960	1,34	3 972	6 818	1,34	9 104
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 440)	1,34	(4 611)	(6 985)	1,33	(9 313)
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			(639)			(209)
Produit reçu des facilités de crédit	420	1,34	561	420	1,34	561
Remboursements sur les facilités de crédit	(420)	1,34	(564)	(420)	1,34	(564)
Remboursements sur les facilités de crédit, montant net			(3)			(3)
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net			(642)			(212)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	4 902	1,28	6 283	7 122	1,27	9 077
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 826)	1,29	(4 928)	(6 720)	1,28	(8 570)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			1 355			507
Produit reçu de la titrisation de débiteurs			225			225
Remboursements sur la titrisation de débiteurs			(225)			(225)
Produit reçu de la titrisation des débiteurs, montant net			–			–
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net			1 355			507

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dettes à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire et de nos facilités de lettres de crédit ainsi qu'aux débentures et billets de premier rang que nous avons émis. Les tableaux ci-après présentent le sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émissions de billets de premier rang (en \$ CA)			1 000			1 000
Émissions de billets de premier rang (en \$ US)	1 250	1,34	1 676	1 250	1,34	1 676
Total des émissions de billets de premier rang			2 676			2 676
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ CA)			–			(400)
Émissions de billets de premier rang, montant net			2 676			2 276
Émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			2 676			2 276

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Prélèvements sur les facilités de crédit (en \$ US)	125	1,26	157	125	1,26	157
Remboursements sur les facilités de crédit (en \$ US)	(125)	1,26	(157)	(125)	1,26	(157)
Prélèvements sur les facilités de crédit, montant net			–			–
Émissions de billets de premier rang (en \$ US)	–	–	–	750	1,25	938
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ US)	(1 400)	1,26	(1 761)	(1 400)	1,26	(1 761)
Remboursements sur les billets de premier rang, montant net			(1 761)			(823)
Remboursements sur la dette à long terme, montant net			(1 761)			(823)

Le tableau ci-dessous présente le sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	13 724	15 637	14 290	14 448
Émissions de (remboursements sur les) titres d'emprunt à long terme, montant net	2 676	(1 761)	2 276	(823)
(Profit) perte de change	(207)	122	(376)	385
Coûts de transaction différés engagés	(33)	–	(33)	(16)
Amortissement des coûts de transaction différés	3	2	6	6
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	16 163	14 000	16 163	14 000

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

En avril 2019, nous avons émis pour 1 milliard de dollars de billets de premier rang arrivant à échéance en 2029 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,25 %, et pour 1,25 milliard de dollars américains de billets de premier rang arrivant à échéance en 2049 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 4,35 %. Parallèlement à ces émissions, nous avons exercé nos contrats à terme sur obligations en cours et conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal sur les billets de premier rang libellés en dollars américains. Nous avons donc tiré un produit net de 2,7 milliards de dollars de ces émissions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information sur nos instruments dérivés.

En février 2018, nous avons émis pour 750 millions de dollars américains de billets de premier rang arrivant à échéance en 2048 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 4,3 %. En parallèle, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal. Nous avons donc tiré un produit net de 938 millions de dollars de l'émission.

Remboursements de billets de premier rang et règlements des dérivés connexes

En mars 2019, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 400 millions de dollars assortis d'un taux de 2,8 %, qui sont arrivés à échéance le 13 mars 2019. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang. Nous n'avons remboursé aucun autre billet de premier rang ni réglé de dérivés connexes au cours de l'exercice considéré.

En avril 2018, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains (1,8 milliard de dollars) assortis d'un taux de 6,8 %, qui seraient arrivés à échéance en août 2018. En parallèle, les dérivés liés à la dette s'y rapportant avaient été réglés pour un produit net reçu de 326 millions de dollars. Nous avons donc remboursé un montant net de 1,5 milliard de dollars, y compris le règlement des dérivés liés à la dette connexes, qui avait été financé de façon distincte par notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et par notre facilité de crédit bancaire.

Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote

Au cours du trimestre, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 734 257 actions de catégorie B sans droit de vote dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix de 50 millions de dollars, et versé la dernière tranche de 19 millions de dollars liée aux rachats effectués au premier trimestre. Depuis le début de l'exercice, nous avons ainsi racheté aux fins d'annulation 2 898 370 actions de catégorie B sans droit de vote aux termes de nos programmes de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix totalisant 205 millions de dollars. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour un complément d'information.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2019 et en 2018 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et les actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Le 5 juin 2019, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 1^{er} octobre 2019 aux actionnaires inscrits le 9 septembre 2019.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
24 janvier 2019	12 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,50	257
18 avril 2019	10 juin 2019	2 juillet 2019	0,50	256
25 janvier 2018	12 mars 2018	3 avril 2018	0,48	247
19 avril 2018	11 juin 2018	3 juillet 2018	0,48	247
15 août 2018	14 septembre 2018	3 octobre 2018	0,48	247
19 octobre 2018	11 décembre 2018	3 janvier 2019	0,48	247

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2019	2018 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2019	2018 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAlIA ajusté ²	1 635	1 504	9	2 970	2 842	5
Déduire :						
Dépenses d'investissement ³	742	657	13	1 359	1 262	8
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	183	171	7	351	353	(1)
Impôt sur le résultat en trésorerie ⁴	101	81	25	246	191	29
Flux de trésorerie disponibles^{1,2}	609	595	2	1 014	1 036	(2)

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

² Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

⁴ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements d'impôt reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour le trimestre considéré sous l'effet de la hausse du BAlIA ajusté, en partie contrebalancée par celle des dépenses d'investissement prévues, des intérêts sur les emprunts et de l'impôt sur le résultat payé en trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ont diminué pour le semestre à l'étude, essentiellement à cause de l'augmentation des dépenses d'investissement prévues et de l'impôt sur le résultat payé en trésorerie, en partie compensée par la hausse du BAlIA ajusté.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2019	Au 1 ^{er} janvier 2019 ¹	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	404	405	(1)	–	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	2 193	2 259	(66)	(3)	S'explique principalement par le caractère saisonnier des activités.
Stocks	459	466	(7)	(2)	n. s.
Partie courante des actifs sur contrat	1 120	1 052	68	6	Rend compte de la hausse nette des contrats conclus avec des clients.
Autres actifs courants	445	413	32	8	n. s.
Partie courante des instruments dérivés	146	270	(124)	(46)	Tient compte des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés aux dépenses et dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	4 767	4 865	(98)	(2)	
Immobilisations corporelles	13 538	13 261	277	2	Tient compte surtout des dépenses d'investissement et des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, en partie contrebalancées par la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	8 899	7 205	1 694	24	Rend compte principalement de l'acquisition de licences de spectre de la bande de 600 MHz.
Placements	2 569	2 134	435	20	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 191	1 339	(148)	(11)	Tient compte des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Actifs sur contrat	496	535	(39)	(7)	n. s.
Autres actifs à long terme	150	132	18	14	n. s.
Goodwill	3 923	3 905	18	–	n. s.
Total des actifs	35 533	33 376	2 157	6	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Emprunts à court terme	1 989	2 255	(266)	(12)	Tient compte d'une diminution des emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains.
Créditeurs et charges à payer	2 773	2 997	(224)	(7)	Correspond surtout au caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	226	177	49	28	Rend compte de l'excédent de l'impôt à payer sur les acomptes provisionnels versés.
Autres passifs courants	136	132	4	3	n. s.
Passifs sur contrat	196	233	(37)	(16)	Tient compte surtout d'une diminution des dépôts de clients relativement aux Blue Jays de Toronto.
Partie courante de la dette à long terme	500	900	(400)	(44)	Tient compte du remboursement de nos billets de premier rang de 400 millions de dollars en mars 2019.
Partie courante des obligations locatives	196	190	6	3	n. s.
Partie courante des instruments dérivés	45	87	(42)	(48)	Rend compte de l'exercice de nos contrats à terme sur obligations, facteur en partie contrebalancé par les variations de la valeur de nos dérivés liés à la dette à court terme par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des passifs courants	6 061	6 971	(910)	(13)	
Provisions	37	35	2	6	n. s.
Dette à long terme	15 663	13 390	2 273	17	Tient compte principalement de l'émission de billets de premier rang pour 1 milliard de dollars et 1,25 milliard de dollars américains, en avril 2019. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Instruments dérivés	177	22	155	n. s.	Tient compte principalement des dérivés liés à la dette associés aux émissions de billets de premier rang en avril 2019. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Obligations locatives	1 412	1 355	57	4	n. s.
Autres passifs à long terme	416	546	(130)	(24)	Tient compte principalement d'une diminution du passif lié aux régimes de retraite par suite du versement des cotisations de l'employeur.
Passifs d'impôt différé	2 953	2 901	52	2	n. s.
Total des passifs	26 719	25 220	1 499	6	
Capitaux propres	8 814	8 156	658	8	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	35 533	33 376	2 157	6	

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. C'est pourquoi nous utiliserons les chiffres au 1^{er} janvier 2019 à des fins de comparaison. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, ainsi que de nos facilités de crédit bancaire, lettres de crédit et emprunts à court terme au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

Au 30 juin 2019 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	10	1 345	1 845
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	111	1 345	1 845
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	404	–	–	–	404
Total	4 755	650	111	1 345	2 649

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	9	1 605	1 586
Lettres de crédit en cours	982	–	982	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	4 182	–	991	1 605	1 586
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	405	–	–	–	405
Total	5 637	650	991	1 605	2 391

Après le versement, en mai 2019, de la dernière tranche de la contrepartie payée pour l'acquisition de licences de spectre de la bande de 600 MHz, nous avons annulé des lettres de crédit totalisant 881 millions de dollars, ce qui a ramené à 4,8 milliards de dollars le total de nos liquidités disponibles au 30 juin 2019 (5,6 milliards de dollars au 31 décembre 2018).

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 505 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 juin 2019 (1 051 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,42 % au 30 juin 2019 (4,45 % au 31 décembre 2018) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 12,5 années (10,7 années au 31 décembre 2018).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débetures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 30 juin 2019.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives (depuis le 1^{er} janvier 2019) et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 juin 2019	Au 1 ^{er} janvier 2019	Au 31 décembre 2018
Dette à long terme ¹	16 304	14 404	14 404
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 033)	(1 448)	(1 448)
Emprunts à court terme	1 989	2 255	2 255
Obligations locatives ³	1 608	1 545	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(404)	(405)	(405)
Dette nette ajustée ⁴	18 464	16 351	14 806
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ⁴	6 196	6 157	5 983
Ratio d'endettement ⁴	3,0	2,7	2,5

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

⁴ La dette nette ajustée, le BAIIA ajusté et le ratio d'endettement sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Par ailleurs, nous n'avons pas retraité les périodes comparatives antérieures à 2019, conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue. Nous avons calculé le ratio d'endettement au 30 juin 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour la période de six mois close le 31 décembre 2018 afin d'en retrancher la charge locative comme si nous avions adopté l'IFRS 16 de manière rétrospective. Le calcul du ratio d'endettement au 1^{er} janvier 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour l'exercice 2018 complet donne un ratio de 2,7. Comme les obligations locatives sont maintenant incluses dans la dette nette ajustée, nous sommes d'avis que cet ajustement donne une base plus significative et plus constante sur laquelle déterminer notre ratio d'endettement.

Offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2019, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui nous donne la possibilité de racheter, au cours de la période de douze mois allant du 24 avril 2019 au 23 avril 2020, le moindre de 35,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'offre publique de rachat de 2019). Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

En avril 2018, la Bourse de Toronto avait accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui nous donnait la possibilité de racheter, pendant la période de

douze mois allant du 24 avril 2018 au 23 avril 2019, le moindre de 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'offre publique de rachat de 2018).

Au cours du trimestre à l'étude, dans le cadre de l'offre publique de rachat de 2019, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 734 257 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 50 millions de dollars. Au cours du premier trimestre de 2019, dans le cadre de l'offre publique de rachat de 2018, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars a été versée au début d'avril.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 juin 2019	Au 31 décembre 2018
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 154 811	111 155 637
Actions de catégorie B sans droit de vote	400 759 494	403 657 038
Total des actions ordinaires	511 914 305	514 812 675
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	3 072 767	2 719 612
Options en circulation exerçables	1 012 894	1 059 590

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2018. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 juin 2019, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 88,5 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (85,3 % au 31 décembre 2018).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	420	1,34	561	420	1,34	561
Dérivés liés à la dette réglés	420	1,34	564	420	1,34	564
Montant net en trésorerie reçu			3			3
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	2 960	1,34	3 972	6 818	1,34	9 104
Dérivés liés à la dette réglés	3 433	1,34	4 586	6 969	1,33	9 287
Montant net en trésorerie reçu			15			4

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	125	1,26	157	125	1,26	157
Dérivés liés à la dette réglés	125	1,26	157	125	1,26	157
Montant net en trésorerie payé			(1)			(1)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	4 902	1,28	6 283	7 122	1,27	9 077
Dérivés liés à la dette réglés	3 820	1,28	4 883	6 710	1,27	8 536
Montant net en trésorerie reçu			37			21

Au 30 juin 2019, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à un montant notionnel de 1 023 millions de dollars américains (1 178 millions de dollars américains au 31 décembre 2018). Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Billets de premier rang

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos billets de premier rang au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	\$ US			Incidence de la couverture	
	Montant du principal/montant notionnel (en \$ US)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal	Taux d'intérêt couvert fixe en \$ CA ¹	Équivalent (en \$ CA)
<i>Émissions de 2019</i>					
30 avril 2019	1 250	2049	4,350 %	4,173 %	1 676
<i>Émissions de 2018</i>					
8 février 2018	750	2048	4,300 %	4,193 %	938

¹ Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe libellé en \$ US en un taux moyen pondéré fixe libellé en \$ CA.

En avril 2018, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains qui seraient arrivés à échéance en août 2018. En parallèle, les dérivés liés à la dette s'y rapportant avaient été réglés pour un produit net de 326 millions de dollars. Nous avons donc remboursé un montant net de 1,5 milliard de dollars, qui avait été financé de façon distincte par notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et par notre facilité de crédit bancaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Contrats à terme sur obligations

Au cours du trimestre, nous avons exercé un contrat à terme sur obligations d'un montant notionnel de 500 millions de dollars arrivant à échéance en 2019, en parallèle avec l'émission des billets de premier rang de 1 milliard de dollars venant à échéance en 2029 et payé 54 millions de dollars pour régler le dérivé connexe. Nous avons aussi exercé un contrat à terme sur obligations de 400 millions de dollars arrivant à échéance en 2019 parallèlement à l'émission des billets de premier rang de 1,25 milliard de dollars américains venant en échéance en 2049 et payé 57 millions de dollars pour régler le dérivé connexe. Nous n'avons ni conclu ni réglé d'autres contrats à terme sur obligations au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

Dérivés liés aux dépenses

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	540	1,33	718	780	1,32	1 031
Dérivés liés aux dépenses réglés	240	1,25	301	450	1,25	562

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2018			Semestre clos le 30 juin 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	–	–	–	600	1,23	740
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,30	273	420	1,30	546

Au 30 juin 2019, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 410 millions de dollars américains (1 080 millions de dollars américains au 31 décembre 2018), venaient à échéance de juillet 2019 à décembre 2020 (de janvier 2019 à décembre 2020 au 31 décembre 2018) et le cours de change moyen s'établissait à 1,28 \$ CA/1 \$ US (1,24 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2018).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Au 30 juin 2019, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 4,3 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (5,0 millions au 31 décembre 2018) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,76 \$ (51,54 \$ au 31 décembre 2018).

Au cours du trimestre considéré, nous avons réglé 0,4 million de dollars de dérivés liés aux capitaux propres, à un prix moyen pondéré de 71,37 \$, pour un produit net de 9 millions de dollars. Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, nous avons réglé 0,7 million de dérivés liés aux capitaux propres, à un prix moyen pondéré de 71,66 \$, pour un produit net de 16 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons réglé 0,4 million de dérivés liés aux capitaux propres, à un prix moyen pondéré de 61,15 \$, pour un produit net de 4 millions de dollars. Nous n'avons conclu aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 30 juin 2019			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	4 550	1,0795	4 912	1 214
En passifs	2 750	1,3396	3 684	(172)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	1 023	1,3459	1 377	(38)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 004
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	810	1,2512	1 013	44
En passifs	600	1,3276	797	(12)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				32
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	223	79
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 115

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2018			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 500	1,1243	6 184	1 354
En passifs	550	1,3389	736	(22)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	1 178	1,3276	1 564	41
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 373
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	–	–	900	(87)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 080	1,2413	1 341	122
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				122
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	258	92
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 500

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 20 et 27 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2018.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, le 1^{er} janvier 2019, la plus grande partie des obligations au titre de contrats de location simple de 979 millions de dollars que nous avons présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2018 a été comptabilisée dans les obligations locatives, un montant correspondant ayant été inscrit dans les actifs au titre de droits d'utilisation, dans notre état consolidé résumé de la situation financière. Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2018, depuis le 31 décembre 2018.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 6 mars 2019 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2018. Les modifications importantes concernant la réglementation survenue depuis cette date sont décrites ci-après.

Licences de spectre de la bande de 3 500 MHz

Le 6 juin 2019, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE Canada ») a rendu sa décision faisant suite au processus de consultation intitulé *Consultation sur l'examen de la bande de 3 500 MHz pour permettre une utilisation flexible et consultation préliminaire sur les changements à apporter à la bande de 3 800 MHz*. Dans cette décision, il est résolu qu'ISDE Canada délivrera des licences d'utilisation flexible dans une gamme de fréquences de 200 MHz de la bande de 3 450 à 3 650 MHz. Les titulaires de licences de services sans fil dans cette gamme qui se conforment à toutes les conditions de licence seront admissibles à l'obtention de licences d'utilisation flexible couvrant la même zone géographique leur permettant d'utiliser les portions suivantes du spectre :

- tout titulaire de licence qui détient 75 MHz ou plus de spectre pourra demander une licence pour 60 MHz;
- tout titulaire de licence qui détient 50 MHz de spectre pourra demander une licence pour 50 MHz;
- tous les autres titulaires de licence pourront demander une licence pour 20 MHz.

Rogers et BCE Inc. sont actuellement titulaires de licences de spectre de la bande de 3 500 MHz à l'échelle du pays par l'intermédiaire d'une coentreprise mise sur pied par les deux sociétés et appelée Inukshuk Wireless Partnership (« Inukshuk »). Étant donné qu'Inukshuk détient actuellement 75 MHz ou plus de spectre de la bande de 3 500 MHz dans chacune des dix plus grandes zones de service canadiennes sur le plan de la population, la coentreprise pourra demander une licence pour 60 MHz dans ces zones. Par conséquent, la décision d'ISDE Canada signifie qu'en réalité, Rogers conservera 30 MHz du spectre de la bande de 3 500 MHz, les licences détenues pouvant être redésignées en tant que licences d'utilisation flexible dans les dix plus grandes zones de service canadiennes sur le plan de la population.

ISDE Canada prévoit qu'une mise aux enchères des portions du spectre de la bande de 3 500 MHz qui ne sont pas encore détenues par des titulaires actuels aura lieu au second semestre de 2020. ISDE Canada ne commencera à délivrer des licences d'utilisation flexible de la bande de 3 500 MHz qu'après la clôture du processus de mise aux enchères. Le 6 juin 2019, ISDE Canada a également publié le document intitulé *Consultation sur un cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3 500 MHz*, qui doit mener à la structuration de la mise aux enchères du spectre de la bande de 3 500 MHz devant avoir lieu en 2020.

La décision précise en outre qu'ISDE Canada entamera un nouveau processus de consultation portant sur les changements qui seront éventuellement apportés à la politique d'utilisation du spectre, aux plans de répartition des bandes et aux considérations techniques et politiques visant à maximiser l'utilisation des bandes de 3 700 à 4 200 MHz en vue d'une nouvelle libération de spectre qui devrait avoir lieu, selon le calendrier actuel, en 2022 et appuiera le déploiement des technologies sans fil 5G.

Licence d'OMNI Regional

Le 23 mai 2019, dans sa Décision de radiodiffusion CRTC 2019-172 intitulée *Attribution de licence à un service facultatif national multilingue à caractère multiethnique*, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a accordé à Rogers Media une licence en vue d'exploiter un service national multilingue à caractère multiethnique dans 20 langues bénéficiant d'une ordonnance de distribution obligatoire en vertu de l'article 9(1)h rendant sa distribution possible au service de base moyennant des frais d'affiliation réglementés de 0,19 \$/abonné/mois pour une durée de trois ans allant du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2023. Cette décision intervient à l'issue d'un processus au cours duquel le CRTC a déterminé que Rogers était la société répondant le mieux aux critères établis dans l'appel de demandes qu'il avait lancé. Le CRTC a en outre déclaré qu'à compter du 1^{er} septembre 2020, les communautés de langue tierce bénéficieraient d'un meilleur accès à des émissions de nouvelles et à d'autres émissions qui leur seraient spécifiques. Le nouveau service, qui succédera au service actuel de Rogers appelé OMNI Regional, sera offert avec tous les forfaits de services de télévision numérique de base, partout au Canada. Le nouveau service OMNI Regional reflétera mieux la diversité des communautés ethniques et linguistiques canadiennes et offrira davantage d'émissions de nouvelles et d'information présentées d'un point de vue canadien. Quatre demandeurs déboutés ont déposé un certain nombre de demandes d'appel de la décision du CRTC auprès du Cabinet fédéral et de la Cour d'appel fédérale.

Licences de spectre de la bande de 600 MHz

La mise aux enchères des licences de spectre de 600 MHz d'ISDE Canada a commencé le 12 mars 2019 et s'est terminée le 4 avril 2019. Les résultats ont été rendus publics le 10 avril 2019. Douze sociétés ont participé aux enchères et 104 des 112 licences ont été attribuées à neuf de ces sociétés, pour une valeur totale de 3,5 milliards de dollars. Nous avons acquis 52 licences au coût de 1,7 milliard de dollars. Nous avons pris possession de ces licences en mai 2019, après avoir effectué le paiement des licences.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 6 mars 2019, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande était acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de télécommunications sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif avait trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigeaient des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. En mars 2019, les demandeurs ont abandonné le recours collectif sans que Rogers n'ait eu à verser de paiement.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2018, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2019

IFRS 16

Au 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, qui annule et remplace les normes comptables précédentes visant les contrats de location, notamment l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (l'« IFRIC 4 »).

L'IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs. Un preneur doit comptabiliser, dans son état de la situation financière, un actif au titre du droit d'utilisation, qui représentera son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent, et une obligation locative, qui représentera son obligation de faire des paiements de location. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, nous avons comptabilisé une augmentation considérable des actifs et des passifs dans notre état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une baisse des coûts opérationnels (rendant compte du retrait des charges au titre des contrats de location), une augmentation des amortissements (occasionnée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation), et une hausse des charges financières (imputable à l'accroissement de l'obligation locative). Pour les bailleurs, le traitement comptable reste pratiquement le même qu'aux termes de l'IAS 17.

Nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de la première application de l'IFRS 16 à titre d'ajustement des résultats non distribués dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. Lors de la transition, nous nous sommes prévalus de la mesure de simplification prévoyant qu'en tant que preneur, nous pouvions maintenir nos évaluations de contrats de location faites selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4 pour les contrats existants. Par conséquent, la définition d'un contrat de location de l'IFRS 16 n'a été appliquée qu'aux contrats conclus ou modifiés après le 1^{er} janvier 2019.

Dans le cas des contrats de location qui avaient été classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives, au moment de la transition, ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} janvier 2019. De façon générale, les actifs au titre de droits d'utilisation, au moment de la transition, ont été évalués au montant des obligations locatives correspondantes, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer relativement au contrat de location en question. Dans le cas de certains contrats de location à l'égard desquels l'information est disponible, nous avons choisi d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation à leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location selon le taux d'emprunt marginal connexe pour la durée résiduelle du contrat de location au 1^{er} janvier 2019.

Lorsque nous avons appliqué l'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, nous nous sommes prévalus des mesures de simplification suivantes :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019;

- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options d'achat, de prolongation ou de résiliation;
- nous appuyer sur l'évaluation faite en appliquant l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, au 31 décembre 2018, pour déterminer si des contrats sont déficitaires au lieu d'effectuer un test de dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation.

Nous avons choisi de ne pas séparer les composantes non locatives fixes des composantes locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives fixes qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Nous ne nous sommes pas prévalus des exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location à court terme ou de faible valeur au moment de la transition; cependant, nous pourrions choisir dans l'avenir de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation : catégorie par catégorie pour les nouvelles catégories de contrats à court terme et contrat par contrat pour les contrats de faible valeur.

Il n'y a pas eu d'incidences importantes dans le cas des contrats de location pour lesquels nous sommes le bailleur.

Effet de la transition à l'IFRS 16

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 16 apportés à certaines des principales mesures financières présentées dans notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

(en millions de dollars)	Note	Chiffres présentés au 31 décembre 2018	Effet de la transition à l'IFRS 16	Après la transition au 1 ^{er} janvier 2019
Actifs				
Actifs courants				
Autres actifs courants		436	(23)	413
Actifs courants restants		4 452	–	4 452
Total des actifs courants		4 888	(23)	4 865
Immobilisations corporelles				
Actifs à long terme restants	<i>i</i>	11 780	1 481	13 261
		15 250	–	15 250
Total des actifs		31 918	1 458	33 376
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		3 052	(55)	2 997
Partie courante des obligations locatives	<i>i</i>	–	190	190
Passifs courants restants		3 784	–	3 784
Total des passifs courants		6 836	135	6 971
Obligations locatives	<i>i</i>	–	1 355	1 355
Passifs d'impôt différé		2 910	(9)	2 901
Passifs à long terme restants		13 993	–	13 993
Total des passifs		23 739	1 481	25 220
Capitaux propres		8 179	(23)	8 156
Total des passifs et des capitaux propres		31 918	1 458	33 376

i) Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives

À la date de début de la location, soit le 1^{er} janvier 2019 aux fins de notre adoption, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à l'égard de tous les contrats de location existants. L'obligation locative a été évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'auront pas encore été versés à la date de début. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent :

- les paiements fixes, y compris en substance;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables au titre d'une garantie de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si nous avons la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que nous ayons la certitude raisonnable que nous ne résilierons pas le contrat de manière anticipée.

Après la transition, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué initialement à son coût, qui se compose des éléments suivants :

- le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des loyers payés à la date de début ou avant celle-ci;
- plus les coûts directs initiaux engagés;
- une estimation des coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la restauration du lieu;
- déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

De façon générale, l'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat, à moins que nous prévoyions devenir propriétaires de l'actif à la fin du contrat de location. La durée du contrat comprend ce qui suit :

- le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable;
- les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable d'exercer;
- les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'administration d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Services d'impression et services juridiques	3	1	4	5

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2018.

Objectifs financiers

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au BAIIA ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux dépenses d'investissement qui ont été présentées le 24 janvier 2019. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion et à la rubrique « Objectifs financiers et opérationnels » de notre rapport de gestion annuel de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2018 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes;
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAIIA ajusté Marge du BAIIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAIIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles</p> <p>Marge du BAIIA ajusté :</p> <p>BAIIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles ¹	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAIIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	<p>Total de la dette à long terme</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives, obligations locatives, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme</p>	Dette à long terme

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	591	538	982	963
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	186	200	325	341
Charges financières	206	193	395	412
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	614	545	1 223	1 089
BAIIA				
Ajouter (déduire) :	1 597	1 476	2 925	2 805
Autres (produits) charges	(1)	2	(14)	(21)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	59	69
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(11)
BAIIA ajusté	1 635	1 504	2 970	2 842

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
BAIIA ajusté	1 635	1 504	2 970	2 842
Diviser par : total des produits	3 780	3 756	7 367	7 389
Marge du BAIIA ajusté	43,3 %	40,0 %	40,3 %	38,5 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	591	538	982	963
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	59	69
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	28
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(11)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	(10)	(16)	(18)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	(23)	–	(23)	–
Résultat net ajusté	597	554	1 002	1 031

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	597	554	1 002	1 031
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	512	515	513	515
Résultat par action de base ajusté	1,17 \$	1,08 \$	1,95 \$	2,00 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	595	554	1 001	1 028
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	514	516	515	516
Résultat par action dilué ajusté	1,16 \$	1,07 \$	1,94 \$	1,99 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018 (chiffres retraités) ¹	2019	2018 (chiffres retraités) ¹
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 048	2 055	1 933
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(742)	(657)	(1 359)	(1 262)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(183)	(171)	(351)	(353)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	26	59	69
Intérêts payés	139	145	359	383
Amortissement des droits de diffusion	(22)	(16)	(41)	(30)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	20	25	29	94
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	209	128	222	149
Autres ajustements	92	67	41	53
Flux de trésorerie disponibles	609	595	1 014	1 036

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 30 juin 2019	Au 1 ^{er} janvier 2019	Au 31 décembre 2018
(en millions de dollars)			
Partie courante de la dette à long terme	500	900	900
Dette à long terme	15 663	13 390	13 390
Coûts de transaction et escomptes différés	141	114	114
	16 304	14 404	14 404
Ajouter (déduire) :			
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 004)	(1 373)	(1 373)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(29)	(75)	(75)
Emprunts à court terme	1 989	2 255	2 255
Partie courante des obligations locatives	196	190	–
Obligations locatives	1 412	1 355	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(404)	(405)	(405)
Dette nette ajustée	18 464	16 351	14 806

	Au 30 juin 2019	Au 1 ^{er} janvier 2019	Au 31 décembre 2018
(en millions de dollars, sauf les ratios)			
Dette nette ajustée	18 464	16 351	14 806
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	6 196	6 157	5 983
Ratio d'endettement	3,0	2,7	2,5

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Par ailleurs, nous n'avons pas retraité les périodes comparatives antérieures à 2019, conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue. Nous avons calculé le ratio d'endettement au 30 juin 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour la période de six mois close le 31 décembre 2018 afin d'en retrancher la charge locative comme si nous avions adopté l'IFRS 16 de manière rétrospective. Le calcul du ratio d'endettement au 1^{er} janvier 2019 à l'aide du BAIIA ajusté pro forma pour l'exercice 2018 complet donne un ratio de 2,7. Comme les obligations locatives sont maintenant incluses dans la dette nette ajustée, nous sommes d'avis que cet ajustement donne une base plus significative et plus constante sur laquelle déterminer notre ratio d'endettement.

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2019		2018 ¹				2017 ¹	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits								
Sans-fil	2 244	2 189	2 464	2 331	2 214	2 191	2 288	2 203
Cable	997	976	989	983	991	969	981	977
Media	591	468	540	488	608	532	526	516
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(52)	(46)	(55)	(33)	(57)	(59)	(64)	(50)
Total des produits	3 780	3 587	3 938	3 769	3 756	3 633	3 731	3 646
Total des produits tirés des services ²	3 345	3 143	3 276	3 271	3 300	3 127	3 164	3 196
BAIIA ajusté ³								
Sans-fil	1 128	1 015	1 028	1 099	1 029	934	965	1 017
Cable	478	445	489	490	462	433	477	471
Media	72	(84)	40	73	60	23	37	61
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(43)	(41)	(36)	(42)	(47)	(52)	(43)	(46)
BAIIA ajusté	1 635	1 335	1 521	1 620	1 504	1 338	1 436	1 503
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	614	609	564	558	545	544	531	531
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(5)	–	(11)	–	–
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	20	94	47	26	43	31	59
Charges financières	206	189	205	176	193	219	184	183
Autres (produits) charges	(1)	(13)	(26)	15	2	(23)	3	20
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	777	530	684	829	738	566	687	710
Charge d'impôt sur le résultat	186	139	182	235	200	141	188	202
Bénéfice net	591	391	502	594	538	425	499	508
Bénéfice par action								
De base	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,83 \$	0,97 \$	0,99 \$
Dilué(e)	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,80 \$	0,97 \$	0,98 \$
Bénéfice net	591	391	502	594	538	425	499	508
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	39	20	94	47	26	43	31	59
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	–	–	21	–	–	–	–	–
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	–	–	28	–	–
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(5)	–	(11)	–	–
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	(6)	(32)	(11)	(10)	(8)	(7)	(16)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	(23)	–	–	–	–	–	2	–
Résultat net ajusté ³	597	405	585	625	554	477	525	551
Résultat par action ajusté ³								
De base	1,17 \$	0,79 \$	1,14 \$	1,21 \$	1,08 \$	0,93 \$	1,02 \$	1,07 \$
Dilué	1,16 \$	0,78 \$	1,13 \$	1,21 \$	1,07 \$	0,90 \$	1,02 \$	1,07 \$
Dépenses d'investissement	742	617	828	700	657	605	841	658
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	998	1 051	1 304	1 048	885	1 142	1 377
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	609	405	471	627	595	441	340	578

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres des périodes précédentes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour un complément d'information.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2017 et de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions.

Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 juin (non audité)										
(en millions de dollars)										
	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	–	–	3 224	3 189	610	624	(54)	(57)	3 780	3 756
Bénéfice net (perte nette)	591	538	485	460	65	33	(550)	(493)	591	538
Semestres clos les 30 juin (non audité)										
(en millions de dollars)										
	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	–	1	6 372	6 334	1 098	1 171	(103)	(117)	7 367	7 389
Bénéfice net (perte nette)	982	963	861	888	19	338	(880)	(1 226)	982	963
À la clôture de la période (non audité)										
(en millions de dollars)										
	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
	30 juin 2019	31 déc. 2018 ³	30 juin 2019	31 déc. 2018 ³	30 juin 2019	31 déc. 2018 ³	30 juin 2019	31 déc. 2018 ³	30 juin 2019	31 déc. 2018 ³
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	26 003	24 687	23 171	22 870	10 347	10 256	(54 754)	(52 925)	4 767	4 888
Actifs non courants	28 589	27 485	25 800	22 396	3 682	3 700	(27 305)	(26 551)	30 766	27 030
Passifs courants	25 447	25 995	28 814	27 170	8 167	8 206	(56 367)	(54 535)	6 061	6 836
Passifs non courants	17 559	15 149	4 257	3 025	158	110	(1 316)	(1 381)	20 658	16 903

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

³ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées notamment sur les facteurs suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2018, de même que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###